



Université Cheikh Anta Diop  
de Dakar



I.1 Université Mohammed VI Polytechnique

---

**ACTES DE LA 3<sup>e</sup> CONFÉRENCE ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE DE DAKAR  
(CEID)**

*Transition énergétique et égalité des genres : Catalyser le changement en  
Afrique par des politiques de développement inclusives*

Université Cheikh Anta Diop de Dakar – Sénégal, 30 et 31 mai 2024

---

## **Analyse des Répercussions Distributives de la Nouvelle Politique Nationale de l'Emploi au Sénégal**

**Yasser BOINA et Mamadou Laye NDOYE**

Laboratoire d'Économie Publique  
Faculté des Sciences économiques et de Gestion  
Université Cheikh Anta Diop  
Dakar, Sénégal

**Résumé :** L'article propose une analyse approfondie basée sur la méthode de contrôle synthétique, qui permet d'estimer ce qui se serait passé si la Nouvelle Politique Nationale de l'Emploi (NPNE) n'avait pas été introduit au Sénégal en 2017. Utilisant des données secondaires pour évaluer l'impact de la NPNE. Les résultats révèlent une augmentation significative de l'emploi estimée à 20% depuis la mise en œuvre de la NPNE, bien que cette croissance n'ait qu'un impact partiel sur la réduction du taux de chômage, enregistrant une baisse modeste de 2%. Des facteurs économiques complexes, tels que la croissance démographique rapide et la qualité des emplois créés, semblent influencer cette dynamique. Malgré l'impact positif de la NPNE sur la pauvreté au travail, des réformes suscitent des préoccupations quant aux inégalités de revenus, signalant une détérioration dans ce domaine. L'émergence de signes indiquant une possible augmentation du travail à temps partiel involontaire souligne la nécessité d'une évaluation approfondie de la qualité des emplois créés et des dynamiques sectorielles pour orienter les politiques futures. Dans cette optique, il est impératif que le gouvernement sénégalais surveille attentivement ces évolutions et ajuste ses politiques pour promouvoir une croissance économique inclusive et durable, atténuer les inégalités de revenus et améliorer l'inclusion sociale.

**Mots-clés :** Nouvelle Politique Nationale de l'Emploi, Inégalités de revenus, Inclusion sociale, Emploi, Chômage des jeunes, Réformes du marché du travail.

*Les idées et opinions exprimées dans les textes publiés dans les actes de la CEID n'engagent que leurs auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de l'UCAD ou de ses partenaires. Aussi, les erreurs et lacunes subsistantes de même que les omissions relèvent de la seule responsabilité des auteurs.*

## I. Introduction

L'emploi, assorti de salaires et de conditions de travail appropriés, est porteur de nombreux avantages, tant sur le plan économique que social (Lowrey, 2017 ; The Guardian, 2020 ; Porter, 2021). En effet, il procure non seulement un revenu et une sécurité économique, mais également des bénéfices non monétaires, tels que l'inclusion sociale, la reconnaissance et le sentiment de dessein (OCDE, 2021 ; OIT, 2021 ; UE CoR, 2023). Cette reconnaissance des multiples facettes de l'emploi a alimenté un regain d'intérêt pour les programmes de garantie d'emploi au sein des politiques sociales contemporaines (Tanden et al., 2017 ; Nunn et al., 2018 ; Paul et al., 2018 ; Tcherneva, 2020).

Dans les années 2000, plusieurs initiatives ont été mises en œuvre au Sénégal dans le but de résoudre les problèmes liés à l'inemployabilité et au chômage des jeunes. Parmi ces initiatives figuraient l'Agence pour l'Emploi des Jeunes des Banlieues (AJEB), l'Agence Nationale de l'Emploi des Jeunes (ANEJ), le Fonds National de Promotion des Jeunes (FNPJ) et l'Agence Nationale d'Appui aux Marchands Ambulants (ANAMA). Malgré leur importance, ces initiatives se sont avérées inefficaces, ce qui a conduit à la consolidation des efforts pour l'emploi des jeunes sous un parapluie unique, connu sous le nom d'Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (ANPEJ) depuis sa création en 2014 (Tsambou et al., 2024).

Cependant, malgré la prolifération des intervenants avec de multiples programmes qui agissent directement et indirectement sur la politique de l'emploi, la situation précaire des jeunes sur le marché du travail sénégalais suscite toujours des inquiétudes persistantes. Les défis en matière d'inclusion restent préoccupants au Sénégal malgré une croissance réelle du PIB de 5 % enregistrée entre 2014 et 2019. Selon l'Enquête Nationale sur l'Emploi au Sénégal (ENES, 2015), le taux d'emploi est de seulement 45 %, ce qui cache d'énormes disparités. Majoritaires dans la population en âge de travailler en 2015, les jeunes représentent également la plus grande part de la main d'œuvre sénégalaise (54,4 %). Toutefois, le taux d'emploi chez les jeunes est de seulement 39,6 % contre 51,2 % pour la tranche adulte (Diallo et al., 2023).

De plus, la structure de la population jeune est marquée par la prédominance de jeunes n'ayant aucune qualification, ce qui génère une forte demande d'emploi de type non qualifié. Les données de l'ANSD indiquent également des disparités selon le genre, le milieu de résidence et le type d'emploi. Le taux d'activité est estimé à 53,3 % chez les personnes âgées de 15 ans et plus, mais de réelles disparités subsistent suivant le sexe et le milieu de résidence. Le sous-emploi en fonction de la durée du travail est également un défi majeur, avec des variations importantes selon le genre et le milieu. En milieu rural, le sous-emploi avoisine 26,2 % contre 37,4 % dans les centres urbains autres que Dakar (Kireyev, 2013 ; Direction de l'emploi, 2017).

Dans ce contexte, le gouvernement du Sénégal a mis en place la première Politique Nationale de l'Emploi en 1997, puis actualisée en 2010. Malgré un consensus général entre les autorités publiques, les organisations patronales, les syndicats de travailleurs et d'autres acteurs de la société civile, sa mise en œuvre n'a pas bénéficié du plein soutien attendu des pouvoirs publics, en raison d'un portage institutionnel limité. Les progrès réalisés jusqu'à présent restent modestes, comme en témoignent les nombreuses contraintes entravant l'équilibre du marché du travail.

La Nouvelle Politique Nationale de l'Emploi (NPNE) du Sénégal, élaborée pour la période 2017-2020, constitue une réponse stratégique et proactive aux défis persistants du marché du travail dans le pays. Lancée dans un contexte marqué par une croissance démographique soutenue, une urbanisation croissante et des taux élevés de chômage, cette politique vise à promouvoir la création

d'emplois, à réduire le taux de chômage des jeunes et à favoriser l'équité dans la distribution des revenus. Inspirée par une évolution de la pensée économique qui reconnaît l'emploi comme un moteur essentiel du développement socio-économique, la NPNE adopte une approche holistique en intégrant des mesures visant à renforcer les secteurs économiques porteurs d'emploi, à soutenir l'entrepreneuriat, à améliorer l'accès à la formation professionnelle et à promouvoir l'inclusion sociale.

L'objectif de ce travail est d'évaluer l'efficacité de la NPNE au Sénégal en termes de création d'emplois, de réduction du taux de chômage des jeunes et de promotion de l'équité dans la répartition des revenus. Sur le plan spécifique, il s'agira essentiellement :

- d'examiner la NPNE en termes de création d'emplois et de réduction du taux de chômage ;
- d'évaluer les mesures intégrées dans la NPNE visant à promouvoir l'équité dans la répartition des revenus.

En s'attaquant à ces objectifs, cette étude aspire à fournir des informations cruciales pour éclairer les politiques futures et contribuer à l'élaboration de stratégies visant une inclusion socio-économique plus robuste au Sénégal.

Le reste de cet article est organisé comme suit. La section II propose une revue succincte de la littérature. La section III détaille notre méthodologie et nos données, tandis que la section IV présente les résultats obtenus. La section V présente les résultats obtenus, et la section VI propose une conclusion, accompagnée de recommandations destinées à l'État du Sénégal.

## II. Réduire le chômage à travers les politiques d'emploi

Le chômage, considéré comme un déterminant majeur du niveau de croissance et de développement économique, constitue une préoccupation persistante pour les économistes et les décideurs politiques (Bello, 2003). En commentant les réalités socio-économiques du chômage de masse des années 1930, John Maynard Keynes (1936, p. 373) a écrit : "Les défauts majeurs de la société économique dans laquelle nous vivons sont son incapacité à assurer le plein emploi et sa distribution arbitraire et inéquitable des richesses et des revenus." Pour Keynes et de nombreux auteurs post-keynésiens de l'après-guerre, le plein emploi était la condition préalable à une répartition plus équitable des revenus et des richesses.

En effet, comme le soulignent Arestis et Sawyer (1998, p. 181), ces deux objectifs ne pouvaient et ne devaient pas être sérieusement dissociés. Pour atteindre le plein emploi, il faudrait mettre en place des politiques dont l'impact conduirait inévitablement à une redistribution des revenus et des richesses. Dans tous les pays, le niveau élevé du chômage est associé à deux composantes principales : premièrement, la composante cyclique montre un déséquilibre entre l'offre et la demande de biens et de services causés par un excès de production que le marché est incapable d'absorber, obligeant ainsi les entreprises à réduire leur production et, par conséquent, leur personnel. C'est pourquoi, pour prévoir le chômage à long terme, il est nécessaire de comprendre également la demande (Nickell et al., 2005).

La deuxième composante associée au chômage est la composante structurelle qui reflète les déséquilibres sur le marché du travail. Ces déséquilibres peuvent inclure la distance entre les nouveaux emplois et les travailleurs potentiels capables de les occuper (Nie et Struby, 2011). L'idée principale des institutions traditionnelles du travail est d'accroître l'efficacité du contact entre les travailleurs potentiels et les entreprises (Calmfors, 1994).

Cependant, la relation entre les programmes de création d'emplois et le taux de chômage est complexe (Fredriksson, 2021). Bien que maintenir un lien avec le marché du travail soit crucial, notamment pour les chômeurs de longue durée, les programmes de création d'emplois sont parfois critiqués pour ne créer que des emplois temporaires et peu significatifs (Martin & Grubb, 2001). Cela peut être dû

à des différences dans la conception des programmes selon les régimes du marché du travail, allant du travail obligatoire dans les régimes libéraux (Dingeldey, 2007) à la création d'emplois plus qualifiés dans les régimes sociaux-démocrates (Wadensjö, 2007).

Un problème majeur est que les emplois créés doivent être de qualité pour être bénéfiques. Si les emplois créés sont de mauvaise qualité, les participants peuvent retourner au chômage après le programme (Calmfors et al., 2002). De plus, la création d'emplois peut entraîner une concurrence accrue pour les emplois réguliers, augmentant ainsi les revendications salariales (Forslund et al., 2011). Malgré les défis, certaines évaluations montrent que les politiques de création d'emplois peuvent être bénéfiques pour certains groupes, tels que les travailleurs âgés ou les femmes ayant suivi des études supérieures (Hohmeyer et al., 2012; Bergemann et al., 2017).

Dans une récente étude transnationale axée sur les réformes des marchés du travail et des produits dans les économies avancées, le FMI (2016) constate des effets positifs à moyen terme sur la production et l'emploi. Toutefois, cette étude montre également que les réformes de la protection de l'emploi peuvent devenir contraignantes en période de ralentissement économique, ce qui reflète les conclusions de Duval et al. (2017). Kuo et Miyamoto (2014) ont examiné les effets d'un choc de dépenses publiques sur le marché du travail américain et ont constaté qu'une augmentation des dépenses publiques augmente le taux de recherche d'emploi et réduit le taux de cessation d'emploi, diminuant ainsi le taux de chômage. Dans la même veine, Unal (2015) et Holden et Sparrman (2018) ont examiné l'impact de la politique budgétaire sur le chômage aux Pays-Bas et dans un panel de 20 pays de l'OCDE, respectivement. Les résultats des deux études suggèrent que l'effet keynésien domine lorsque le chômage diminue en réponse à l'augmentation des dépenses publiques.

Plusieurs études ont analysé le cas du Nigéria et ont abouti à des résultats peu concluants ; Obayori (2016) a constaté que la politique d'emploi est efficace pour réduire le taux de chômage au Nigéria en se basant sur le modèle de correction d'erreur mené sur des données de séries temporelles de 1980 à 2013. De même, Maku et Alimi (2018) ont constaté qu'il existe une faible relation négative à long terme entre les dépenses publiques et le taux de chômage. Ces résultats étaient basés sur la méthode des moindres carrés ordinaires pour la période 1980-2015. Cependant, Momodu et Ogbole (2014) ont constaté que les dépenses publiques avaient un effet positif significatif sur le taux de chômage au cours de la période 1970-2010. L'explication suggérée était que les dépenses publiques étaient dirigées vers des sources non productives qui ne créaient pas d'emplois. Abubakar (2016) est parvenu à un résultat différent en utilisant la méthodologie de l'autorégression vectorielle structurelle, car un choc sur les dépenses publiques a eu un effet non significatif sur le chômage.

En outre, Mahendra (2018) examine les dimensions des inégalités, y compris les inégalités sur le marché du travail, et discute des politiques publiques nécessaires à la réduction des inégalités. Il plaide en faveur de changements fondamentaux dans le capital humain et les services de base universels. Les investissements dans les infrastructures sociales, la santé, l'éducation, la discrimination positive et la fourniture de services publics peuvent conduire à la création d'une société égalitaire. Decancq et al. (2015) montrent que le bien-être individuel dépend non seulement du revenu mais aussi d'autres dimensions de la vie, telles que la santé, la qualité des relations sociales et de l'environnement, l'emploi et la satisfaction au travail. Carr (2013) met l'accent sur l'effet du revenu local et des inégalités de revenu sur le bien-être des travailleurs. En utilisant des données de l'Enquête sociale générale liées aux données du recensement, il trouve que les revenus et les inégalités de revenus sont associés positivement au bien-être au niveau des secteurs de recensement, mais négativement au niveau des comtés. En outre, l'effet des inégalités sur le bien-être diminue à mesure que le revenu augmente au niveau des secteurs de recensement et des comtés, alors qu'il augmente au niveau des États.

D'autres travaux ont tenté d'utiliser la méthode de contrôle synthétique pour répondre aux questions sur les réformes du marché du travail, notamment dans les pays développés (Valéro et al., 2015; Castillo et al., 2017; Ehrich et al., 2018; Stepanyan et al., 2020; Stricker et al., 2020). Adhikari et al.

(2018) se sont intéressés à la réduction de la charge hebdomadaire de travail au Portugal et à la réduction du coût de la formation en Espagne. Les résultats montrent qu'il y a une réduction du chômage au Portugal. Dans le cas de l'Espagne, les résultats montrent une augmentation du taux de chômage. En Grèce, Gatopoulos et al. (2021) ont évalué l'impact des réformes du marché du travail entre 2010 et 2018. Compte tenu des faiblesses persistantes des marchés du travail grecs, plusieurs réformes ont été mises en œuvre avec pour objectifs de soutenir l'ajustement de l'économie grâce à des marchés du travail plus flexibles et de renforcer les gains en matière de compétitivité des coûts. Les résultats indiquent que les réformes ont largement atteint le second objectif et partiellement le premier, bien qu'elles n'aient pas remédié à certaines faiblesses de longue date, telles que le faible taux de participation et le coin fiscal élevé.

Malgré le besoin croissant de politiques efficaces pour lutter contre le chômage, créer des emplois et réduire les inégalités, des lacunes persistent dans la recherche, notamment en Afrique (Adhikari et al., 2016; Malebo et al., 2020; Bouvet et al., 2022; Chuku et al., 2022). Bien que le panorama des évaluations des politiques d'emploi au Sénégal soit bien fourni (Diallo et al., 2021 ; Kane, 2014 ; Kane, 2019 ; Kane et al., 2020 ; Kane et al., 2022 ; Mbaye et al., 2021 ; Mendy et al., 2021 ; Sall et al.), il est notable que l'application de l'approche de contrôle synthétique pour l'évaluation des politiques publiques n'a pas encore été explorée dans ce contexte. Notre étude offre ainsi une opportunité unique pour éclairer les politiques d'emploi dans ces contextes spécifiques, en comblant cette lacune et en fournissant des perspectives précieuses pour les décideurs politiques et les chercheurs.

### III. Méthodologie et données

Les méthodes économétriques utilisées pour l'analyse des politiques ont connu une véritable explosion ces dernières années. Un domaine particulièrement actif est celui de l'estimation de l'impact de l'exposition à un événement ou à une politique particulière, lorsque les observations sont disponibles dans un panel ou une coupe transversale répétée de groupes et de temps (Clarke et al., 2023). Un défi de modélisation dans ce contexte consiste à déterminer ce qui serait arrivé aux unités exposées si elles n'avaient pas été exposées (cette situation hypothétique de ce qui se serait produit en l'absence de l'intervention est appelée « contrefactuelle »). Les analyses macroéconomiques s'appuient généralement sur des données transnationales pour construire des contrefactuels. Dans ce contexte, l'identification de contrefactuels devient encore plus difficile si le comportement du pays concerné s'écarte considérablement des modèles observés dans les pays pairs, comme c'est le cas du Sénégal.

Pour tenter de relever ce défi, nous combinons une analyse de régression en panel avec la méthode de contrôle synthétique.<sup>1</sup> À notre connaissance, cette approche en deux étapes est nouvelle dans la littérature (Stepanyan, A., et al., 2020). Dans un premier temps, l'analyse de régression en panel peut être représentée par les équations suivantes :

$$y_{it} = \alpha + \beta x_{it} + \mu_i + \delta_t + v_{it} \quad (1)$$

$$v_{it} = \beta_i * T17_t + \varepsilon_{it} \quad (2)$$

Où  $y_{it}$  est une variable d'intérêt pour le pays  $i$  au moment  $t$  ;  $\alpha$  est un scalaire ;  $x_{it}$  représente les variables explicatives spécifiques à chaque pays et chaque période ;  $\mu_i$  est un effet fixe spécifique au pays, qui capture les différences structurelles invariantes dans le temps entre les pays ;  $\delta_t$  est un effet temporel qui capture les chocs communs, tels que la crise financière mondiale, la crise du COVID-19 et la crise causée par l'invasion Russe en Ukraine ; et  $v_{it}$  est le résidu de la régression. Le résidu

---

<sup>1</sup> Si la méthode du contrôle synthétique est plus couramment utilisée dans les analyses microéconométriques, elle a également été utilisée dans des études macroéconométriques pour évaluer l'impact des réformes structurelles (par exemple, Adhikari et al., 2016).

de l'équation 1, qui est nettoyé des effets temporels spécifiques au pays et communs, est ensuite régressé par rapport à une tendance temporelle linéaire,  $T17_t$ , comme le montre l'équation 2.

Il est important de noter que la tendance est ajustée jusqu'à la date de la NPNE, c'est-à-dire 2017, puis la tendance estimée est étendue à la période postérieure à la réforme. Ceci a pour but de capturer les développements structurels en cours avant les réformes, qui n'ont pas été modifiés par les réformes. Par conséquent, pour chaque pays, nous obtenons  $\varepsilon_{it}$ , qui est une composante spécifique au pays et variable dans le temps.

Dans un deuxième temps, la méthode de contrôle synthétique est appliquée à la composante spécifique au pays  $\varepsilon_{it}$ , variable dans le temps, obtenue à partir de l'analyse de régression en panel, afin de construire des contrefactuels. Ainsi, nous utilisons une estimation généralisée de la différence dans la différence pour évaluer l'impact des réformes du marché du travail au Sénégal. La méthode du contrôle synthétique construit des contrefactuels comme une moyenne pondérée de toutes les unités de contrôle disponibles (c'est-à-dire les pays) en minimisant la différence entre les résultats et les covariables avant réforme de l'unité de contrôle synthétique et les résultats et les covariables de l'unité traitée (pour plus de détails, voir Abadie et al., 2010 et l'annexe I). La méthode fournit explicitement la contribution relative de chaque unité de contrôle au contrefactuel construit. Cette approche réduit aussi considérablement tout problème potentiel d'endogénéité causé par des variables omises.

L'ensemble de données de panel transnationales couvre la période allant d'environ 2005 à 2022, en fonction de la disponibilité des données. Les variables de résultats qui nous intéressent sont le coefficient de Gini, la croissance de l'emploi, le taux de chômage des jeunes, l'emploi à temps partiel et la pauvreté au travail. Le vecteur de covariables utilisé dans l'approche de contrôle synthétique est sélectionné conformément à la littérature.<sup>2</sup> Un groupe de contrôle comparable est sélectionné parmi les pays de l'Afrique de l'Ouest, en fonction de la disponibilité des données. La principale source de données est la Banque Mondiale.

#### IV. Résultats

L'analyse révèle que la mise en place de la NPNE en 2017 au Sénégal a contribué à la réduction du chômage des jeunes et a favorisé la création d'emplois. Cependant, son impact sur la réduction de la pauvreté monétaire au sein de la population active demeure limité. Néanmoins, certaines réformes semblent avoir eu des effets néfastes sur le travail à temps partiel et la réduction des inégalités de revenus. Une vue d'ensemble des résultats sur la NPNE et les poids unitaires optimaux qui constituent l'unité synthétique de chaque indicateur peut être trouvée en Annexes IV et V.

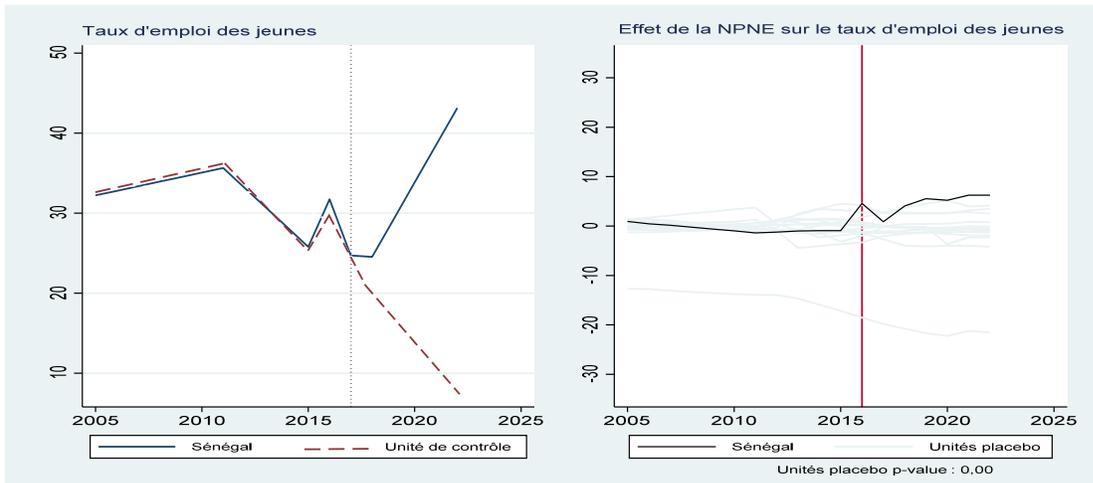
**Marge extensive de l'emploi :** Nous identifions des preuves de l'impact positif de la Nouvelle Politique Nationale de l'Emploi (NPNE) sur la création d'emplois au Sénégal. La ligne pointillée verticale indique l'année de traitement (l'année 2017). La mise en place de la NPNE a permis une augmentation de 20% du taux d'emploi des jeunes par rapport à l'unité synthétique (Figure 1). La mesure du contrôle synthétique reproduit avec quelques variations le comportement de l'indicateur réel avant la réforme, en faisant un bon contrefactuel. Bien que la mesure du contrôle synthétique essaye de suivre de près le Sénégal avant la réforme, une diminution nette de la situation synthétique a été signalé après la réforme ce qui reste nettement inférieure au résultat réel pour le Sénégal, entraînant un écart substantiel entre la mesure réelle et synthétique du Sénégal pour la période post-

---

<sup>2</sup> Les covariables varient d'un modèle à l'autre en fonction de la variable de résultat recherchée. Elles comprennent : la croissance de l'emploi, le taux de chômage global et le taux de chômage des jeunes, le taux de dépendance des personnes âgées, la part de la population par niveau d'éducation, l'emploi à temps partiel, pauvreté au travail, le taux de syndicalisation, le PIB par habitant et la croissance du PIB réel. Voir l'annexe II pour plus de détails.

réforme. La confirmation de cet impact est étayée par l'expérience placebo, indiquant que l'impact est statistiquement significatif au niveau de 1% (Figure 1).

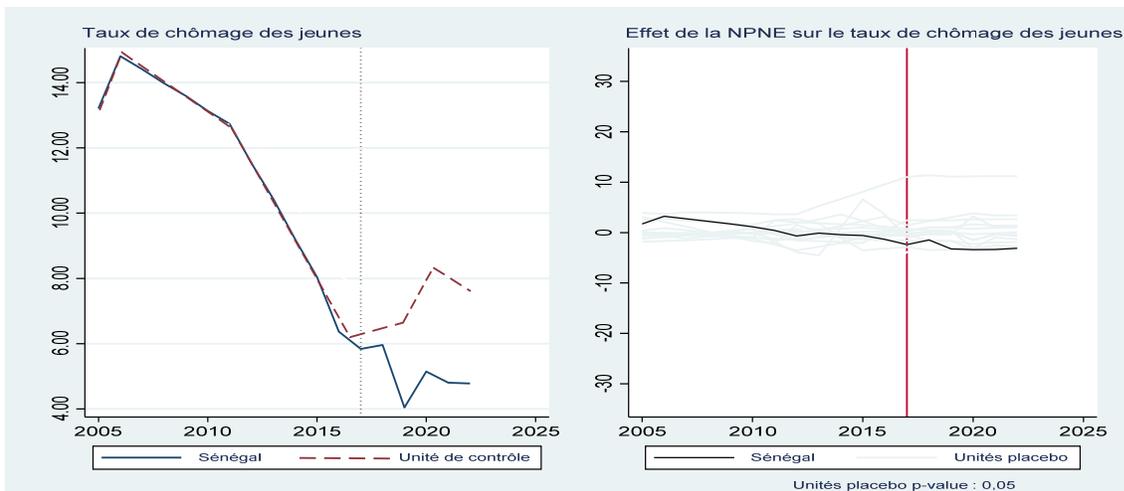
Figure 1 : Evolution du taux d'emploi des jeunes au Sénégal



Sources : Données de la Banque Mondiale (2005 – 2022)

Une tendance similaire apparaît pour le taux de chômage des jeunes, suggérant que ce groupe, plus vulnérable aux affaiblissements, a également été impacté par les réformes. La qualité de l'ajustement de la mesure synthétique du taux de chômage des jeunes pour la période précédant la réforme suit bien l'évolution du résultat réel avant 2017. Cependant, les deux mesures divergent considérablement par la suite, avec une diminution de 2,43 par rapport à la situation synthétique (Figure 2). Une expérience placebo montre également que l'impact des réformes sur le taux de chômage des jeunes au Sénégal est anormalement élevé 4 ans après les réformes par rapport aux estimations placebo pour les autres pays (Figure 2). Ces résultats corroborent l'efficacité des réformes en matière d'emploi, en particulier pour les jeunes travailleurs.

Figure 2 : Evolution du taux de chômage des jeunes au Sénégal

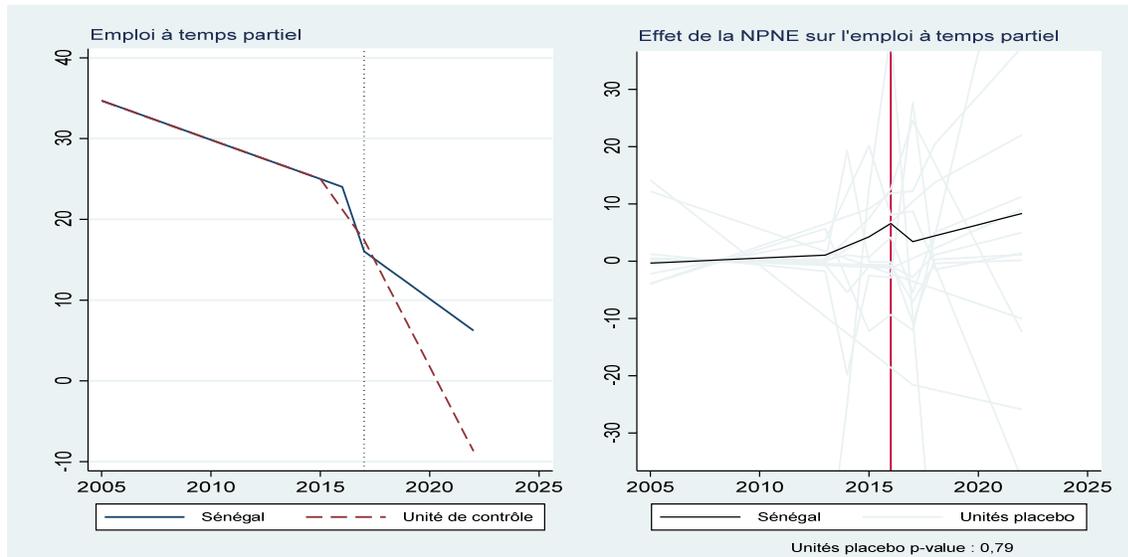


Sources : Données de la Banque Mondiale (2005 – 2022)

Nos résultats indiquent un impact positif, bien que pas toujours statistiquement significatifs, des réformes du marché du travail sur l'emploi à temps partiel. Les résultats de l'impact des réformes du marché du travail sur l'emploi à temps partiel montrent une diminution pour l'unité de contrôle

synthétique après la réforme par rapport au Sénégal (figure 3). Cet impact n'est pas statistiquement significatif puisque la valeur p associée à l'expérience placebo est de 0,79 (figure 3).

Figure 3 : Evolution de l'emploi à temps partiel au Sénégal

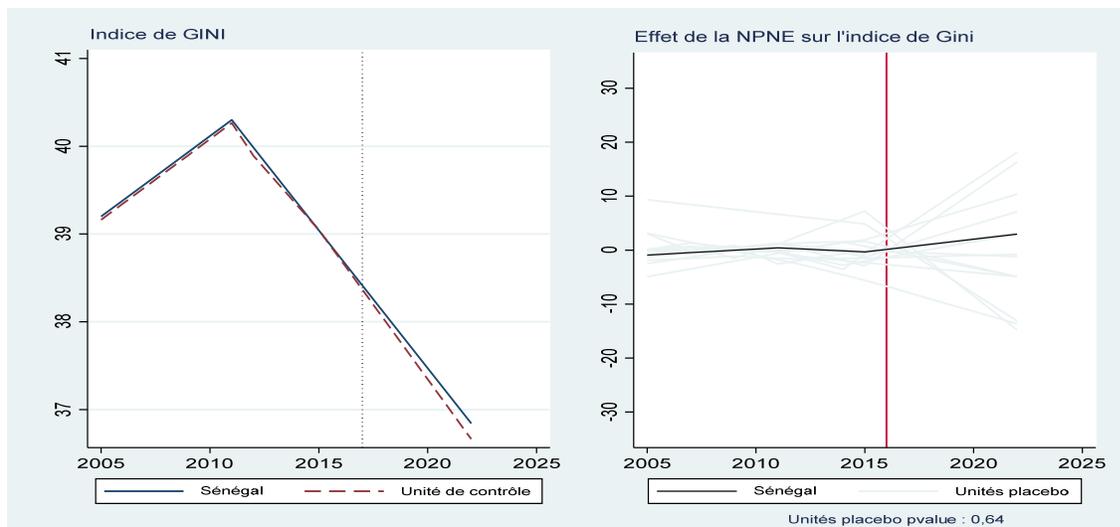


Sources : Données de la Banque Mondiale (2005 – 2022)

**L'inégalité des revenus :** L'analyse suggère une augmentation de l'inégalité des revenus induite par la réforme, ce qui indique que la politique de réforme du marché du travail semble avoir un impact négatif sur la répartition des revenus au Sénégal.

Cette hausse de l'inégalité des revenus est clairement observée dans la composante temporelle nationale du coefficient de Gini du Sénégal, qui enregistre une augmentation significative depuis 2017.

Figure 4 : Evolution de l'Indice de Gini au Sénégal



Sources : Données de la Banque Mondiale (2005 – 2022)

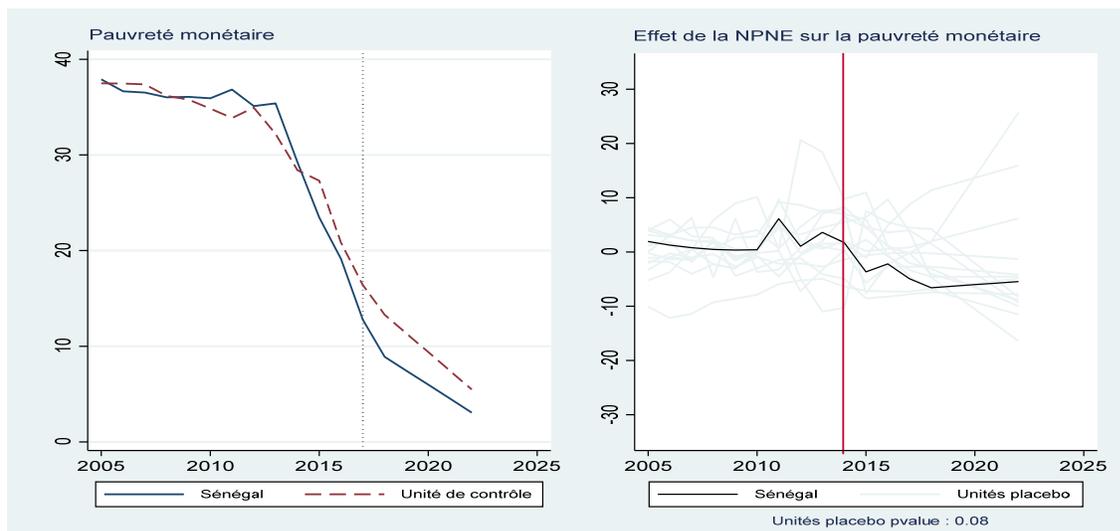
Cependant, il est essentiel de noter que l'impact des réformes du marché du travail sur le coefficient de Gini (mesuré par la différence entre le résultat réel du Sénégal et la mesure de contrôle synthétique)

n'est pas substantiel. En d'autres termes, bien que des changements aient été observés dans l'inégalité des revenus, ils n'ont pas nécessairement eu un impact massif sur la répartition des revenus.

En outre, les résultats de l'expérience placebo indiquent que cet impact croissant sur le coefficient de Gini n'est pas statistiquement significatif au niveau de 10 pour cent, suggérant une certaine incertitude quant à la portée de cet effet.

L'analyse des données met en évidence une tendance à la baisse de la pauvreté monétaire au Sénégal à la suite de la mise en œuvre des réformes du marché du travail en 2017. Cette réduction, bien que significative, n'a pas encore atteint le seuil défini dans notre mesure synthétique de la pauvreté au travail (voir Figure 5). Ces observations révèlent que ces réformes ont eu un impact positif sur la réduction de la pauvreté monétaire dans le pays.

Figure 5 : Evolution de la pauvreté monétaire au Sénégal



Sources : Données de la Banque Mondiale (2005 – 2022)

Cependant, il est essentiel de noter que l'analyse des placebos (voir Figure 2, quatrième panneau) indique que cet impact n'atteint pas le niveau de signification statistique de 5 %, mais il reste significatif à un niveau de 10 %. Cela signifie que, bien que nous observions une diminution de la pauvreté au travail liée à la mise en place de la NPNE, cette réduction n'atteint pas la barre conventionnelle de 5 % de seuil de signification statistique.

## V. Conclusions et recommandations

Dans cet article, nous avons examiné l'impact de la Nouvelle Politique Nationale d'Emploi (NPNE) au Sénégal en utilisant une approche en deux étapes. Les résultats de notre étude sont instructifs et soulignent plusieurs aspects clés de l'effet de la NPNE sur l'emploi et les inégalités de revenus.

Les principales conclusions de notre analyse sont les suivantes, la NPNE de 2017 a eu un impact positif sur l'emploi, en particulier pour les jeunes. Nous avons observé une augmentation significative de la croissance de l'emploi et une réduction du chômage des jeunes depuis la mise en place de la réforme. Cependant, les réformes semblent avoir un effet négatif sur la qualité de l'emploi, notamment en ce qui concerne l'augmentation des inégalités de revenus et la prévalence du travail à temps partiel. Cette constatation souligne la nécessité de mettre en place des mécanismes pour garantir que la création d'emplois s'accompagne d'une qualité de ces emplois. La pauvreté monétaire a enregistré une baisse après 2017, bien que cet effet ne soit pas statistiquement significatif au niveau de 5 %, il reste néanmoins significatif à un niveau de 10 %. Ces résultats révèlent que la NPNE a contribué à une

réduction de la pauvreté chez les travailleurs, mais il est important de noter qu'il reste des efforts à déployer pour obtenir des résultats plus robustes dans la lutte contre la pauvreté au travail.

Sur la base de ces conclusions, nous formulons les recommandations suivantes pour le gouvernement sénégalais : Améliorer la qualité de l'emploi en se concentrant sur des politiques visant à améliorer la qualité des emplois créés. Cela pourrait inclure des incitations pour les employeurs à proposer des conditions de travail équitables et des salaires décents, Une surveillance continue de l'impact de la NPNE est essentielle. Le gouvernement devrait établir des mécanismes de suivi pour évaluer régulièrement les résultats de la réforme et ajuster les politiques en conséquence, une lutte contre l'augmentation des inégalités de revenu, des politiques de redistribution et d'inclusion sociale pourraient être envisagées, telles que des programmes ciblés pour les groupes vulnérables. Formation et développement des compétences et d'investir dans la formation et le développement des compétences des travailleurs est essentiel pour garantir que les emplois créés sont adaptés aux besoins changeants de l'économie et enfin encourager le dialogue social entre les employeurs, les travailleurs et le gouvernement peut contribuer à la création de politiques plus équilibrées et à une meilleure adéquation entre l'offre et la demande de travail.

## Bibliographie

- Abadie, A., Diamond, A., & Hainmueller, J. (2015). *Comparative politics and the synthetic control method*. *American Journal of Political Science*, 59(2), 495-510.
- Abadie, A., A. Diamond, and J. Hainmueller. (2010). *Synthetic Control Methods for Comparative Case Studies: Estimating the Effect of California's Tobacco Control Program*, *Journal of the American Statistical Association*, 105 (490): 493-505.
- Abadie, A., A. Diamond, and J. Hainmueller. (2014). *Comparative Politics and the Synthetic Control Method*. *American Journal of Political Science*, 59(2): 495-510.
- Abubakar, A. B. (2016). Public expenditure and economic growth in Nigeria: A disaggregate analysis. *International Journal of Research in Economics and Social Sciences*, 6(3), 123-126.
- Adhikari, B. et Alm, J. (2016). Évaluer les effets économiques des réformes de la fiscalité forfaitaire à l'aide de méthodes de contrôle synthétiques. *Journal économique du Sud*, 83 (2), 437-463.
- Adhikari, B., Duval, R., Hu, B., and Loungani, P. (2018). *Can Reform Waves Turn the Tide? Some Case Studies Using the Synthetic Control Method*. IMF Working Paper, WP/16/171.
- Arestis, P. et Sawyer, M. (1998). Politiques économiques keynésiennes pour le nouveau millénaire. *Le Journal économique*, 108 (446), 181-195.
- Bello, T. (2003, septembre). S'attaquer aux obstacles au chômage dans les économies fragiles de l'Afrique subsaharienne : l'expérience du Nigeria. Dans *un article présenté à la conférence sur l'économie du futur*.
- Bergemann, D., Brooks, B., & Morris, S. (2017). First-price auctions with general information structures: Implications for bidding and revenue. *Econometrica*, 85(1), 107-143.
- Bouvet, F., Bower, R. et Jones, JC (2022). La dévaluation monétaire comme source de croissance en Afrique : une approche de contrôle synthétique. *Journal économique de l'Est*, 48 (3), 367-389.
- Calmfors, L., Forslund, A., & Hemstrom, M. (2002). Does active labour market policy work? Lessons from the Swedish experiences. *Lessons from the Swedish Experiences (February 2002)*.
- Calmfors, L. (1994). Politique active du marché du travail et chômage : un cadre pour l'analyse des caractéristiques cruciales de la conception.
- Carr, MD (2013). Inégalités territoriales et bien-être des travailleurs. *Revue de l'économie sociale*, 71 (1), 44-64.
- Castillo, V., Garone, LF, Maffioli, A. et Salazar, L. (2017). Les effets causaux des politiques industrielles régionales sur l'emploi : une approche de contrôle synthétique. *Science régionale et économie urbaine*, 67, 25-41.
- Chuku, C. et Yenice, MY (2022). Euro-obligations, viabilité de la dette et performance macroéconomique en Afrique : expériences de contrôle synthétique. *Économie internationale*, 172, 368-388.
- Clarke, D., Pailaïr, D., Athey, S., & Imbens, G. (2023). Synthetic difference in differences estimation. *arXiv preprint arXiv:2301.11859*.
- Decancq, K., Fleurbaey, M. et Schokkaert, E. (2015). Inégalités, revenus et bien-être. Dans *Manuel de répartition des revenus* (Vol. 2, pp. 67-140). Elsevier.
- Diallo, b., & Dramani, L. (2023). *Analyse des effets de l'inclusion financière sur la réduction de la pauvreté au Sénégal*. *Alternatives Managériales Economiques*, 5(3), 622-640.

Diallo, TM, Dieye, A., Ronconi, L. et Sinzogan, C. (2023). Afrique : Un examen des politiques d'emploi des jeunes et de leur impact au Sénégal.

Dingeldey, I. (2007). Between workfare and enablement–The different paths to transformation of the welfare state: A comparative analysis of activating labour market policies. *European Journal of political research*, 46(6), 823-851.

Direction de l'emploi. (2017). Nouvelle Politique Nationale de l'Emploi 2017 – 2020. *Janvier 2017*.

Duval, R., Furceri, D and Joalles, J. (2017). *Job Protection Deregulation in Good and Bad Times*. IMF Working Paper 17/277

ENES (2015). *Enquête nationale sur l'emploi au Sénégal (2017), Quatrième trimestre*.

Ehrich, M., Munasib, A. et Roy, D. (2018). Les réformes Hartz et la main-d'œuvre allemande. *Journal européen d'économie politique*, 55, 284-300.

EU CoR (2023). Zero long-term unemployment: The local and regional perspective. Rap porteur: Yonnc Polet. Technical report, European Union Committee of the Regions. Opinion of the Commission for Social Policy, Education, Employment, Research and Cul ture, Brussels.

FMI. (2018). Les effets des réformes des marchés du travail et des produits : le rôle des conditions et des politiques macroéconomiques. *Revue économique du FMI*, 66, 31-69.

FMI (2016). *Perspectives de l'économie mondiale*. Avril 2016

Forslund, A., & Vikström, J. (2011). *Arbetsmarknadspolitikens effekter på sysselsättning och arbetslöshet–en översikt* (No. 2011: 7). IFAU-Institute for Evaluation of Labour Market and Education Policy.

Fredriksson, D. (2021). Réduire le chômage ? Examiner l'interaction entre les politiques actives du marché du travail. *Politique sociale et administration*, 55 (1), 1-17.

Gatopoulos, G., Louka, A., Polycarpou, I. et Vettas, N. (2021). Évaluation de l'impact des réformes du marché du travail en Grèce au cours de la période 2010-2018.

Holden, S. et Sparrman, V. (2018). Les achats gouvernementaux affectent-ils le chômage ?. *Le journal scandinave d'économie*, 120 (1), 124-158.

Hohmeyer, K. et Wolff, J. (2012). Une poignée d'euros : le programme allemand d'aide sociale à l'emploi à un euro est-il efficace pour les participants ?. *Revue internationale de protection sociale*, 21 (2), 174-185.

ILO (2021). Public Employment Initiatives and the COVID-19 crisis. Technical report, International Labour Organization (ILO), Geneva.

Kane, A. (2014). *Dynamique de l'emploi au Sénégal: un suivi de cohortes sur la période 1992-2011*. *Revue d'économie du développement*, (1), 75-105.

Kane, A., Barry, I., Marone, M., Ndoye, ML, Thiongane, M., Seck, A. et Dogbe, AK (2019). *Évaluation d'impact des programmes de promotion de l'emploi des jeunes au Sénégal : cas de la Convention Nationale État-Employeurs (CNEE)*.

Kane, A., Barry, I. (2022). *Déterminants de la durée de transition entre l'école et le premier emploi au Sénégal*. *Revue Ramres – n°12 serie économie et gestion – decembre 2021*.

Kane, A., Ndoye, M. L., et Seck, A. (2020). *Efficacité du dispositif d'accompagnement à l'insertion professionnelle des jeunes au sénégal*. *African Development Review*, 32(S1). doi:10.1111/1467-8268.12486.

Kane, A., Ndoye, M. L., et Seck, A. (2021). *Efficacité du dispositif d'accompagnement à l'insertion professionnelle des jeunes au sénégal*. *African Development Review*, 32(S1).

doi:10.1111/1467-8268.12486.

Keynes, J. M. (1936). Fluctuations in Net Investment in the United States. *The Economic Journal*, 46(183), 540-547.

Kireyev, MA (2013). *Croissance inclusive et inégalités au Sénégal*. Fond monétaire international.

Kuo, CH et Miyamoto, H. (2014). Relance budgétaire et dynamique du chômage. *Série économie et gestion*.

Lowrey, A. (2017). Should the Government Guarantee Everyone a Job?- The Atlantic. The Atlantic.

Maku, EO et Alimi, OY (2018). Outils de politique fiscale, création d'emplois et développement durable au Nigéria. *Acta Universitatis Danubius. Œconomica*, 14 (3).

Martin, JP et Grubb, D. (2001). Ce qui fonctionne et pour qui : Examen des expériences des pays de l'OCDE en matière de politiques actives du marché du travail. *Revue de la politique économique suédoise*, 8 (2), 9-56.

Mahendra, S. (2018). Inégalités, emploi et politiques publiques. *Le Journal indien de l'économie du travail*, 61 (1), 1-42.

Malebo, U. (2020). Évaluation de l'impact des sanctions économiques sur l'Afrique du Sud : une approche de contrôle synthétique.

Mbaye, AA, Gueye, F., Beye, A., Dia, AK et Mbaye, M. (2021). *Potentiel de création d'emplois, besoins en compétences de la main-d'œuvre et déficits de compétences chez les jeunes : une étude de cas au Sénégal*.

Momodu, A. A., & Ogbale, O. F. (2014). Public sector spending and macroeconomic variables in Nigeria. *European Journal of Business and Management*, 6(18), 232-243.

Nunn, R., O'Donnell, J., and Shambaugh, J. (2018). Labor Market Considerations for a National Job Guarantee. Brookings. The Hamilton Project, Framing Paper: 37. What do we know?. *The Economic Journal*, 115(500), 1-27.

Nie, J., & Struby, E. (2011). Would active labor market policies help combat high US unemployment?. *Economic Review-Federal Reserve Bank of Kansas City*, 35.

Obayori, JB (2016). Politique budgétaire et chômage au Nigeria. *La Revue internationale des sciences sociales et humaines Invention*, 3 (2), 1887-1891.

OECD (2021). Building Inclusive Labour Markets: Active Labour Market Policies for the Most Vulnerable Groups. OECD Policy Responses to Coronavirus (COVID-19). OECD, Paris.

OIT (2019). *Profil pays du travail décent Senegal*. In O.I.D., ed., Travail.

Paul, M., Darity, W., and Hamilton, D. (2018). The Federal Job Guarantee A Policy to Achieve Permanent Full Employment. Center on Budget and Policy Priorities (CBPP).

Porter, E. (2021). Should the Feds Guarantee You a Job? The New York Times, page 2.

Stepanyan, A., & Salas, J. (2020). *Distributional Implications of Labor Market Reforms: Learning from Spain's Experience*. International Monetary Fund.

Sall, M. C. A., & CABRAL, F. J. (2021). *Croissance économique et disparités de genre: une analyse suivant l'accès et la qualité de l'emploi au Sénégal*. *Revue Française d'Economie et de Gestion*, 2(12).

Tanden, N., Martin, C., Jarsulic, M., Duke, B., Olinsky, B., Boteach, M., Halpin, J., and Teixeira, R. (2017). Toward a Marshall Plan for America. Center for American Progress.

Tcherneva, P. R. (2020). The Case for a Job Guarantee. Polity.

The Guardian (2020). The Guardian view on a job guarantee: A policy whose time has come. Editorial. Editorial.

Tsambou, AD, Diallo, TM, Kamga, BF et Asongu, SA (2024). Impact des programmes de soutien à l'emploi sur la qualité de l'emploi des jeunes : données probantes du programme de stages du Sénégal. *Le développement durable*.

Unal, U. (2015). The unemployment effects of fiscal policy in Netherlands.

Valéro, R. (2015). *Méthode de contrôle synthétique par rapport aux techniques statistiques standard, une comparaison pour les réformes du marché du travail*. Document de travail, Université d'Alicante.

Wadensjö, C. (2007, May). Interpreting professions, professionalisation, and professionalism.'. In *Critical link 4: Professionalisation of interpreting in the community: Selected papers from the 4th International Conference on Interpreting in Legal, Health and Social Service Settings, Stockholm, Sweden, 20–13 May 2004* (pp. 1-8).

## Annexe I. Méthode de contrôle synthétique : Détails techniques

Considérons  $J + 1$  pays, où seul le pays 1 a mis en œuvre des réformes structurelles au temps  $T_0 + 1$  (c'est-à-dire un "pays traité"), tandis que les  $J$  pays restants agissent comme des contrôles potentiels. Si  $T_0$  est le nombre de périodes précédant les réformes, avec  $1 \leq T_0 \leq T$ ,  $Y_{it}^{NR}$ , est la variable de résultat observée pour le pays  $i$  qui n'a pas mis en œuvre de réformes au temps  $t$ , et  $Y_{it}^R$  est la variable de résultat pour le pays  $i$  qui a mis en œuvre des réformes au moment  $t$ , nous pouvons écrire ce qui suit :<sup>3</sup>

$$Y_{it} = \begin{cases} Y_{it}^{NR} & \text{en l'absence de réformes} \\ Y_{it}^R \equiv Y_{it}^{NR} + \alpha_{it} D_{it} & \text{en présence de réformes} \end{cases}$$

Où  $\alpha_{it} = (Y_{it}^R - Y_{it}^{NR})$  est l'effet de la réforme pour le pays  $i$  au moment  $t$  et  $D_{it} = 1$  si  $t > T_0$  et  $D_{it} = 0$  autrement.

Pour un pays qui a mis en œuvre des réformes,  $Y_{it}^R$  est observable, mais  $Y_{it}^{NR}$ , qui est la variable de résultat du pays qui a mis en œuvre des réformes en l'absence de réformes (contrefactuel), n'est pas observable. Le modèle factoriel linéaire suivant est utilisé pour estimer le contrefactuel :

$$Y_{it}^{NR} = \delta_t + \theta_t Z_i + \varphi_t \mu_i + \varepsilon_{it}$$

Où  $\delta_t$  est un facteur commun inconnu avec des charges factorielles constantes entre les pays,  $Z_i$  est un vecteur de covariables observées avec des coefficients  $\theta_t$ ,  $\mu_i$  est un vecteur ( $F \times 1$ ) de paramètres inconnus,  $\delta_t$  est un vecteur ( $F \times 1$ ) de facteurs communs non observés, et  $\varepsilon_{it}$  sont des termes d'erreur idiosyncrasiques de moyenne nulle.

Un contrôle synthétique, défini comme une moyenne pondérée des pays de contrôle, peut être représenté par un vecteur  $J \times 1$  de poids,  $W = (w_1, \dots, w_{j+1})$  tel que  $w_j \geq 0$  pour  $j = 2, \dots, J + 1$  et  $w_2 + \dots + w_{j+1} = 1$ . L'unité de contrôle synthétique potentielle pour la variable de résultat est donnée par :

$$\sum_{j=2}^{j+1} w_j Y_{jt} = \delta_t + \theta_t \sum_{j=2}^{j+1} w_j Z_j + \varphi_t \sum_{j=2}^{j+1} w_j \mu_j + \sum_{j=2}^{j+1} w_j \varepsilon_{jt}$$

Supposons maintenant qu'il existe  $(w_2^*, \dots, w_{j+1}^*)'$ , de telle sorte que les conditions suivantes soient remplies.

$$\sum_{j=2}^{j+1} w_j^* Y_{j1} = Y_{11}, \dots, \sum_{j=2}^{j+1} w_j^* Y_{jT_0} = Y_{1T_0}, \sum_{j=2}^{j+1} w_j^* Z_j = Z_1$$

Ainsi, l'effet du traitement au temps  $t \in \{T_0 + 1, \dots, T\}$  peut être estimé par :

$$\hat{\alpha}_{1t} = Y_{1t} - \sum_{j=2}^{j+1} w_j^* Y_{jt}$$

Pour trouver les poids optimaux, l'algorithme de contrôle synthétique choisit  $W^*$  pour minimiser la distance

$$\|X_1 - X_0\|_V = \sqrt{(X_1 - X_0 W)'(X_1 - X_0 W)}$$

<sup>3</sup> Pour plus de détails techniques, voir Abadie, Diamond, Hainmueller (2014) et Adhikari et al (2016).

Où  $X_1$  est un vecteur de caractéristiques avant réforme pour le pays qui a mis en œuvre des réformes,  $X_0$  est une matrice qui contient la même variable pour les pays qui n'ont pas mis en œuvre de réformes, et  $V$  est une matrice symétrique, semi-définie positive et diagonale telle que l'erreur quadratique moyenne de prédiction de la variable de résultat est minimisée pour les périodes précédant l'intervention.